



**HAL**  
open science

## Albanie, Bosnie Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie

Catherine Samary

► **To cite this version:**

Catherine Samary. Albanie, Bosnie Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie. Les Études du CERI, 2013, 201, pp.44-54. hal-04515393

**HAL Id: hal-04515393**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04515393>**

Submitted on 21 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie** *par Catherine Samary*

L'élargissement de l'Union européenne se poursuit dans l'Europe du Sud-Est, en dépit d'une situation de turbulences socioéconomiques et politiques sans précédent, tant au sein de l'Union que dans les Balkans : la Croatie, sans sortir du marasme qui y règne depuis 2009, en est devenue membre le 1<sup>er</sup> juillet 2013, quittant ce faisant les « Balkans de l'Ouest » qui regroupent, pour l'UE, les candidats potentiels à l'adhésion. Le Kosovo a gagné le droit d'en faire partie officiellement. Même si, depuis son indépendance en février 2008, il n'est toujours pas reconnu comme Etat par la Serbie (ni par l'ensemble des membres de l'UE et de l'ONU), l'accord que les deux pays ont conclu, à la fin du mois d'avril 2013, marque un tournant : il facilite les rencontres internationales et ouvre la porte des négociations avec l'Union des deux côtés (celle d'un accord de stabilisation et d'association – ASA – pour Pristina, et celle de la dernière étape avant l'adhésion pour Belgrade).

L'hypothèse optimiste stimulant l'avancée de tels accords est que l'intégration de tous les pays des Balkans de l'Ouest dans un même cadre européen permettrait aux communautés, éclatées entre plusieurs pays membres, d'être dotées d'une citoyenneté européenne qui faciliterait les liens. Une telle perspective a sans doute aussi contribué à la défaite, en Albanie, de Sali Berisha, qui tenait ouvertement un discours en faveur d'une « grande Albanie », alors que les grandes puissances usent de la carotte de l'intégration européenne pour tenter de pacifier la région.

Cette perspective se heurte pourtant à l'état même de l'Union et à ses orientations vers des politiques d'austérité et de concurrence qui aggravent les écarts et favorisent deux autres dynamiques conflictuelles. La première est la persistance de courants nationalistes qui se nourrissent de la dénonciation des relations de « périphérisation » des peuples balkaniques par les grandes institutions internationales et européennes. Au Kosovo, l'hostilité du mouvement Vetëvendosja (Autodétermination) à l'égard des récents accords signés avec Belgrade en témoigne. Il en va de même des blocages nationalistes contre la remise en cause des divisions ethniques institutionnalisées à Dayton qui persistent en Bosnie-Herzégovine. Le développement de courants nationalistes xénophobes d'extrême droite au sein même de pays membres de l'Union – de la Hongrie à la France – et du racisme envers les peuples « paresseux » et laxistes du sud de l'Europe montre, malheureusement, que l'Union ne protège pas de ces évolutions.

### **Une Europe, mais laquelle ?**

Mais une autre tendance – troisième voie entre l'acceptation de l'UE telle qu'elle se présente en 2013 et les replis nationalistes – se fraye difficilement un chemin depuis 2009, sans offrir pour l'heure d'alternative cohérente. Elle exprime, à la fois, une critique de la xénophobie et des désastreuses violences auxquelles ont conduit les projets d'Etats-nations ethniquement purs, et témoigne des désillusions croissantes éprouvées vis-à-vis de l'intégration à l'UE : en partie « yougonostalgique » sans être passéiste, elle est portée par la radicalisation d'une nouvelle génération dans le contexte de la montée des grèves. De nouveaux mouvements sociaux expriment des exigences de « justice sociale » prévalant sur les conflits identitaires, dénonçant la corruption endémique, mais aussi les alternances électorales sans alternatives et choix réels. Ils questionnent la construction européenne.

La crise de l'eurozone et les orientations institutionnelles et socioéconomiques adoptées pour juguler la spéculation des marchés ont fait des dettes publiques le vecteur de politiques d'austérité durables à l'échelle de toute l'Union, qui doivent être traduites en « règles d'or » dans les Constitutions nationales, y compris pour les futurs candidats à l'UE. Pourtant, ces dettes publiques sont, en Europe

du Sud-Est (et de l'Est en général), bien inférieures à celles de la « vieille Europe ». La « nouvelle Europe » a en effet joué un rôle d'avant-garde spécifique, radicalisant, après 1989, le tournant néolibéral de la construction européenne. Les nouveaux candidats devaient s'y plier pour être reconnus « dignes » de l'Europe. Alors que l'élargissement vers les pays du Sud s'était accompagné d'une augmentation des fonds structurels de l'UE en direction des pays et régions les plus pauvres, celui dirigé vers la périphérie de l'Est s'est inscrit dans une logique de libre-échange non atténuée par le rôle social (démantelé) des Etats, ni par un budget redistributif de l'Union digne de ce nom. Ce dernier a, au contraire, été – et demeure – plafonné aux environs de 1 % de son PIB. Même les aides publiques de pré-adhésion ont été conditionnées par des privatisations et des accords de libre-échange, et les principaux financements ont dû être privés et orientés vers les investissements directs étrangers (IDE). Ce processus a été facilité par la privatisation des banques qui a tendu à en faire, de manière prédominante, des filiales de banques d'Europe occidentale. C'est ainsi que la part des actifs étrangers se situe dans les Balkans de l'Ouest entre 74 % (Serbie) et plus de 90 %, deux pays (le Kosovo et le Monténégro) utilisant de surcroît l'euro sans être membres de l'Union. Cette intégration financière, voire monétaire « organique », était jusqu'en 2009 perçue comme un gage de stabilité et de croissance.

Dans la phase euphorique de « rattrapage » précédant 2009, les IDE ont été attirés par un *dumping* fiscal et social et, après 1999, par les perspectives sécurisantes d'adhésion à l'Union européenne. Mais ils ont été accompagnés d'un fort endettement et de déséquilibres extérieurs. Comme nous l'avons indiqué dans le *Tableau de bord 2012* – qui ne disposait pas des chiffres du WIIW pour le Kosovo – les récessions les plus graves de 2009 (de 7 % à 3 % du PIB) ont touché les pays où la croissance avait été la plus forte : la Croatie, le Monténégro et la Serbie. Le Kosovo et l'Albanie ont été les seuls de la région à garder une croissance positive en 2009 : le premier, au lendemain de sa déclaration d'indépendance, grâce à de forts investissements publics soutenus par des bailleurs de fonds et les transferts de la diaspora ; le second, également par le soutien public de la demande interne dans un contexte électoral tendu et par le retour au pays, avec leur épargne, de populations immigrées touchées par le chômage dans le pays d'accueil. La région tout entière a peiné à sortir de la crise, avec une demande intérieure faible, une baisse des IDE et des crédits qui avaient alimenté la croissance avant 2009 (non sans créer des bulles immobilières comme au Monténégro ou en Croatie). C'est la coalition, dès 2010, des grandes institutions financières (dite Initiative de Vienne, renouvelée en 2011 et toujours en vigueur) qui a contenu le risque de rapatriement des fonds bancaires par les maisons mères que craignait la BERD, dans le contexte persistant de l'accumulation des créances douteuses dans les pays d'origine et d'accueil.

Le panorama se détériore à nouveau à partir de 2012 dans l'ensemble des Balkans de l'Ouest. La croissance du Kosovo ralentit en restant la plus forte, mais c'est le pays le plus pauvre. La récession frappe encore la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie, et la croissance de l'Albanie faiblit, en raison notamment d'une diminution majeure des investissements. Pèsent sur tous ces résultats la chute des exportations vers l'eurozone – notamment sa périphérie Sud –, une demande intérieure privée faible, alors que les pressions du FMI et des autorités européennes contraignent l'évolution des dépenses publiques, des cibles de dette publique inférieures à 45 % du PIB étant généralement fixées. Observons au passage que les dettes publiques demeurent largement en dessous de la moyenne de l'UE-28 (environ 85 % du PIB), tout en dépassant 50 % en Serbie, au Monténégro et en Albanie, contre un niveau particulièrement bas au Kosovo, de près de 7 %. Les déficits courants avec l'extérieur (plus de 15 % du PIB au Monténégro et aux environs de 10 % en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et au Kosovo) reflètent, pour leur part, les déséquilibres majeurs du commerce, atténués, cependant, par les mouvements des revenus du travail (émigré).

Le fragile rebond des IDE (majoritairement européens dans les Balkans) en 2011, après une forte chute en 2008, ne s'est pas confirmé en 2012. Les déficits commerciaux se sont dégradés à cause de la hausse des prix des produits importés, sans que ceux-ci augmentent en volume, la demande interne

restant faible. L'UE concentre 65 % des échanges extérieurs de la région dont le déficit augmente. Les pays s'efforcent de réorienter les flux commerciaux : parfois vers la Chine et les pays arabes, et vers les Balkans au sens large, la Bulgarie et la Roumanie incluses. Mais cela reste modeste, inférieur à 12 % des échanges.

Notons que l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne va modifier la donne en élevant des barrières non tarifaires pour les produits qu'elle importera de la zone de libre-échange centre-européenne (CEFTA), à laquelle elle appartenait, mais qui exclut les pays devenus membres de l'Union. Le CEFTA ne comprend ainsi plus à ce jour, outre la Moldavie, que les pays des Balkans de l'Ouest. C'est la Bosnie-Herzégovine qui sera la plus affectée, d'une part parce qu'elle devient la nouvelle frontière de l'UE, d'autre part parce qu'elle était concernée en 2011 par 12 % des exportations et plus de 3 % des importations croates. Ce bilan pourrait être partiellement modifié par des délocalisations d'entreprises croates vers son territoire.

Conséquence de la détérioration de la situation économique, le « social » est à présent au centre des préoccupations populaires dans les Balkans de l'Ouest. Le taux de chômage s'étale, en effet, entre 14 % en Albanie et de l'ordre de 30 % au Kosovo, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine, un chiffre vers lequel tend la Serbie. Plus de 40 % des 15-24 ans, en moyenne, sont chômeurs – un pourcentage qui monte à plus de 50 % en Serbie, 60 % en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo – contre environ 40 % en moyenne dans l'Union européenne. Le chômage de longue durée est lui aussi supérieur à la moyenne de l'Union (notamment en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine où il atteint plus de 80 %). De surcroît, ce sont des chiffres qui sont sous-estimés en raison de la baisse de la population active (liée au découragement des chercheurs d'emploi et au déploiement d'une économie informelle évaluée à 30 % du PIB contre 20 % en moyenne dans l'UE). Enfin, les salaires bruts moyens dans les Balkans occidentaux, comparés à une base 100 pour l'UE-28, s'échelonnent, selon Eurostat, entre 9,7 en Albanie et 24,8 au Monténégro, bien en dessous de la moyenne des onze nouveaux membres de l'Europe de l'Est (32,7). Une enquête rapportée par *Le Courrier des Balkans* du 30 juillet 2013 situe même les salaires minimums en dessous de ceux de la Chine.

Globalement, les pronostics de croissance pour 2013, tout en étant meilleurs que ceux de l'année précédente, restent médiocres et fragilisés par les incertitudes touchant l'Union européenne, notamment en ce qui concerne la baisse des fonds envoyés par les émigrés qui jouent un rôle très importants dans les Balkans de l'Ouest. Des différences tiennent aux évolutions spécifiques des principaux pays partenaires, le plus souvent l'Italie et la Grèce, plutôt l'Allemagne et la Suisse pour le Kosovo. La deuxième Initiative de Vienne réunit à nouveau depuis 2011 toutes les grandes institutions financières internationales, la Commission européenne et des représentants des pays d'origine et d'accueil des banques commerciales, massivement à capitaux étrangers, en Europe du Centre, de l'Est et du Sud-Est. Son rapport de juillet 2013 rectifie l'évaluation plus optimiste du précédent : il souligne que la deuxième vague de réduction des fonds par les maisons mères des banques locales, constatée en 2011, s'est poursuivie en 2013 dans toute cette région, accompagnée d'une faiblesse des crédits. Son comité directeur doit discuter plus précisément des implications pour les pays non membres de l'Union (donc les Balkans occidentaux) des transformations en cours des mécanismes de supervision bancaire au plan européen : il s'inquiète de la montée des prêts non-performants. La nouvelle orientation désormais préconisée par la BERD est la substitution des dépôts domestiques aux financements extérieurs, le plus vite et autant que faire se peut. Le rapport du WIIW de juillet 2013 reprend cette orientation et prône « un nouveau modèle de croissance » fondé sur la demande domestique de consommation et d'investissement. Mais il constate que ce « nouveau modèle » est loin d'être encore appliqué, « en particulier dans les Balkans ». Il s'interroge sur de possibles « révolutions à venir », compte tenu des pronostics pessimistes pour 2013.

## Vers des « Printemps balkaniques » ?

Depuis plusieurs décennies, les grèves et les manifestations sporadiques, parfois désespérées, sont fréquentes. Dans un contexte de montée de la grogne sociale contre la corruption et les privatisations frauduleuses, les luttes contre la privatisation des services publics, notamment de l'éducation, ont marqué, depuis 2009, l'entrée en scène d'une nouvelle génération dans plusieurs pays. Les « indignés » de Roumanie et de Bulgarie, et également de Turquie, marquent les consciences. Mais dans « l'espace yougoslave », les thèmes autogestionnaires qui sont abordés dans un ensemble de forums et de réseaux sociaux ont aussi une résonance particulière. Des liens se nouent, à la fois verticaux (entre plus ou moins jeunes intellectuels et travailleurs en grève) et horizontaux (transnationaux, balkaniques). En témoignent le réseau Balkan Student qui s'est réuni pour la quatrième fois en décembre 2012 à Skopje (avec des participants de Serbie, Kosovo, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine), et le Forum social des Balkans, organisé en Croatie pour la deuxième fois en mai 2013, dans le cadre du Festival subversif, non sans rapports avec les jeunes animateurs des cycles de formation et de discussion de l'Université parallèle autogérée de Ljubljana.

Au lendemain des conflits balkaniques des années 1990, les choix politiques ont souvent été binaires : nationalismes contre « européismes » alignés sur les politiques de l'UE. Les nouveaux réseaux balkaniques expriment une critique de ces deux options et révèlent une crise générale de la démocratie représentative, qui ici se concrétise par la défiance croissante envers les partis politiques. La gestion collective des « biens communs » – dont l'étude a valu à Elinor Ostrom le prix Nobel d'économie en 2009 – émerge aussi comme réflexion nouvelle contre la privatisation des services publics ou d'anciennes propriétés collectives.

Les luttes étudiantes de 2011, au Monténégro comme en Croatie ou en Serbie ont, quelles qu'aient été leurs issues, durablement marqué une nouvelle génération utilisant largement les réseaux Facebook. La résistance à la privatisation de l'éducation entre en résonance avec les protestations contre les baisses de salaires et des pensions quand les tarifs des services publics augmentent et que s'enrichit un « Etat mafieux ». Ces dynamiques ont été perceptibles en Albanie lors de manifestations récurrentes, au Monténégro en 2012 à l'appel des syndicats, des étudiants et d'organisations anticorruption ou encore, depuis juin 2013, en Bosnie-Herzégovine dans un mouvement d'ensemble « contre le népotisme et l'arrogance » de la classe politique. Dans ce pays, la « révolution des bébés » (voir *infra*) a rapproché les citoyens de toutes origines, révoltés par les méfaits des conflits paralysants des partis nationalistes au pouvoir. Au cours de l'été 2013, des manifestations analogues ont eu lieu à Skopje, ou encore en Serbie où des milliers de chercheurs et d'étudiants ont manifesté contre la marchandisation de l'éducation et de la recherche, mais aussi en solidarité avec les grandes entreprises privatisées de façon frauduleuse, et contre les partis de toutes étiquettes, rappelant celles des « indignés » de droite et de gauche de Bulgarie.

La révolte se tourne contre toute la classe politique lorsque, quelle que soit leur étiquette, les partis au pouvoir ignorent les protestations populaires et prônent les mêmes politiques sous la pression des institutions internationales et européennes. Les clichés négatifs sur les haines fatales interethniques balkaniques oublient la récurrence des rapprochements balkaniques du passé : l'attachement à la diversité des identités et des histoires nationales peut être davantage respecté si les frontières prennent moins d'importance et si les droits sociaux et politiques partagés augmentent dans le cadre commun. C'est bien la question majeure posée à la construction européenne.

### Albanie

Depuis les élections législatives de 2009, les négociations de l'Albanie avec l'Union européenne étaient suspendues en raison de fraudes électorales, de violences policières et de corruption. Le Parti socialiste (PS) boycottait les travaux du Parlement pour contester la victoire du Parti démocratique (PD).

Les manifestations populaires se sont multipliées jusqu'aux élections législatives de juin 2013. Après un quart de siècle d'alternances au cours duquel la droite a dominé pendant treize années (dont les huit dernières), l'Albanie a basculé à gauche. La défaite de la coalition de droite, dominée par le PD, a été incontestable, avec une avance inattendue de ses adversaires de 11 %. Le Premier ministre sortant, Sali Berisha, n'avait pourtant pas lésiné sur des promesses d'augmentations des salaires et des pensions de retraites, improvisées à la veille du scrutin. Il avait aussi flirté avec la question d'une « grande Albanie », ce qui a pu davantage effrayer que convaincre, compte tenu notamment de l'hostilité des grandes puissances à cette thématique. Face à l'ampleur de sa défaite, il a renoncé à diriger le PD. Le nouveau Premier ministre, l'artiste et maire de Tirana Edi Rama, jouit d'une certaine popularité grâce à la créativité dont il témoigne pour lutter contre la grisaille de la capitale. Il affiche sa volonté d'entretenir de bonnes relations avec tous les voisins, renforçant la probabilité d'une reprise des négociations avec l'UE d'ici 2014. Mais peut-il changer le « disque dur » du système infecté par le virus de la corruption généralisée ?

Selon le FMI, la résilience de l'Albanie vis-à-vis de la crise depuis 2008 repose sur la part limitée du commerce extérieur dans sa croissance, l'importance des dépôts domestiques dans les banques étrangères et le retour des migrants rapatriant leur épargne. Il ajoute à ces facteurs une politique publique de soutien de la croissance en 2009-2010, autant de causes qui ne relèvent pas de ses préconisations. Mais la dette publique s'étant accrue (à près de 60 % du PIB), le fonds prône désormais son orthodoxie habituelle et pronostique une croissance de l'ordre de 1 % pour 2013, prévision plus pessimiste que celle du WIIW.

Depuis 2012, l'Albanie voit sa croissance affectée par la chute des investissements et par l'environnement négatif de ses principaux partenaires européens, l'Italie et la Grèce. Ces derniers sont aussi les pays d'origine de plus de 30 % de ses actifs bancaires (dont, au total, plus de 90 % sont étrangers). La réduction du déficit commercial en 2012 vient d'une baisse des importations qui accompagne celle de la demande intérieure. Des conflits ont opposé les partis dominants au sujet de la privatisation du secteur de l'énergie hydraulique ou des projets d'autoroutes, dont celui de « l'autoroute de la corruption » ou « chantier du siècle » reliant l'Albanie au Kosovo, qui a été dénoncé pour ses appels d'offres fictifs. Le changement de majorité n'entraînera pas le renoncement aux projets de privatisations en cours, pronostique la BERD qui rappelle également les mesures de soutien aux banques en difficulté, via la mise en place d'une banque de défaisance des créances douteuses, sous condition de soumission des succursales de banques étrangères au contrôle du pays d'accueil. Mais elle indique que 55 % des banques albanaises estiment ces contraintes trop coûteuses et que 17 % versent des sommes « irrégulières » aux autorités de régulation (le montant le plus en hausse et le plus élevé de la région).

## **Bosnie-Herzégovine**

Après deux ans de croissance anémique, le pays est retombé en récession en 2012 avec une demande intérieure de consommation et d'investissement faible ou nulle et une chute des exportations sous l'impact de la récession en Slovénie, en Italie et en Croatie. L'entrée de cette dernière dans l'Union européenne en modifie les frontières, qui bordent à présent la Bosnie-Herzégovine. Il faut mettre les nouveaux postes frontaliers aux normes, mais aussi aménager ponts, routes et places de stationnement pour les camions. Les conditions des échanges se modifient également (voir le chapitre « Pays d'Europe centrale »), ce qu'atténueront les délocalisations de quelques entreprises croates en Bosnie-Herzégovine.

Les crédits bancaires sont faibles et le secteur bancaire, dominé à plus de 92 % par des actifs étrangers – en provenance principalement d'Autriche et d'Italie –, est sous la pression des régulations visant à contrer les retraits des banques mères. Les prêts non-performants se sont accrus substantiellement : selon la BERD, ils sont passés de 5,9 % de la totalité des prêts en 2009 à plus de 12 % en 2012. En septembre 2012, après la suspension d'un précédent accord avec le FMI dans le contexte de quinze mois de crise gouvernementale, un nouvel accord *stand-by* (SBA) a été conclu sous la condition de réformes structurelles et de politiques d'austérité intérieures.

Treize ans après les accords de Dayton et de Paris, la fermeture du Bureau du haut représentant reste conditionnée à la réalisation d'accords portant notamment sur la répartition des propriétés de l'Etat et des propriétés militaires ainsi que des modifications constitutionnelles. Ces dernières visent à élargir les droits civiques à tous les citoyens, ce qui se heurte toujours aux résistances des « entités ethniques » attachées aux accords de Dayton. La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales a émis l'arrêt Sedjic-Finci, du nom de citoyens bosniens respectivement d'origine rom et juive ayant déposé une plainte pour discrimination. L'arrêt n'est toujours pas appliqué.

La poursuite des négociations d'accords de stabilisation et d'association (ASA), première étape pour devenir candidat à l'Union européenne, dépend de la satisfaction de ces diverses conditions.

Le gouvernement central, constitué en février 2012, a été confronté à des scandales financiers et à des remaniements. Il a adopté le budget de 2013 en s'engageant auprès du FMI à réduire les dépenses publiques pour contenir la dette. En décembre 2012, le parlement de la Republika Srpska (RS) – entité bosno-serbe – a été confronté à d'importantes manifestations contre la baisse de 10 % des salaires des fonctionnaires.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté, en juin 2013, la « révolution des bébés ». Ce réveil citoyen a été provoqué par l'incurie des partis nationalistes, qui en bloquant la délivrance du numéro d'enregistrement des nouveau-nés depuis février 2013, a provoqué la mort d'une petite fille de trois mois qui n'a pu sortir du territoire pour aller se faire soigner en Allemagne. Pour la première fois depuis « l'insurrection pour la paix » en 1992, Bosniaques, Bosno-croates et Bosno-serbes se sont retrouvés unis dans les mêmes manifestations autour du slogan « nous sommes tous ensemble ». Le mouvement s'est étendu à toutes les grandes villes de Bosnie-Herzégovine et a combiné une extrême diversité de revendications et l'envoi réciproque de messages de solidarité. A Sarajevo les étudiants ont protesté contre le système universitaire et, à Banja Luka, les citoyens se sont opposés à la destruction d'un parc au profit de la construction d'un centre commercial (comme en Turquie). Les élus ont essayé de « diviser pour régner » (en Republika Srpska, en qualifiant les manifestants « d'antiserbes »), mais ils ont été la risée de la population. Ces dynamiques se sont exprimées dans les préparatifs d'un recensement qui a débuté en octobre : les déclarations échapperont-elles aux catégories ethn nationales imposées, avec des déclarations de minorités (roms, juifs), ou de citoyenneté bosnienne ? On sait seulement, à l'heure où ces lignes sont écrites, que le pays a perdu 585 000 habitants.

## **Kosovo**

Le projet d'accord du 19 avril 2013 entre le Kosovo et la Serbie, élaboré sous la pression de l'Union européenne, a été validé le 22 mai par les dirigeants des deux pays. Il concerne la communauté des Serbes du nord du Kosovo (environ 40 000 personnes), et prononce l'abolition des institutions parallèles serbes dans cette région frontalière (moyennant une transition jusqu'aux élections du 3 novembre 2013) et la formation d'une Association des municipalités serbes dotée d'une large autonomie. Il ne dit rien des Albanais de la vallée de Presevo en Serbie.

Le Kosovo, tout en étant l'Etat le plus pauvre des Balkans occidentaux avec un taux de chômage de près de 45 % (plus de 60 % pour les jeunes), a conservé une croissance positive, en moyenne la plus élevée des Balkans de l'Ouest depuis la crise, mais qui s'est ralentie, passant de 4,5 % en 2011 à 3 % en 2013. Cette croissance a été accompagnée d'une forte inflation liée aux produits importés. Les conflits et le protectorat ont légué un pays aux structures productives très détériorées, qui importe la quasi-totalité de ses besoins. Son déficit commercial (40 % du PIB en 2012) s'est creusé depuis 2008, contribuant au déficit élevé de sa balance courante. Les Balkans de l'Ouest comptent pour plus de 30 % de ses échanges – avec une part majeure pour la Macédoine –, le reste se faisant surtout avec l'UE. Le FMI souligne la fragilité de cette croissance, en raison de sa forte dépendance aux apports

de fonds de la diaspora de Suisse et d'Allemagne. Le système bancaire, où dominent les banques étrangères, repose, plus que dans d'autres pays de la région, sur les dépôts domestiques – ce qui lui assure une certaine stabilité – et il connaît moins de créances douteuses. Il fait néanmoins l'objet de mesures de consolidation (un fonds spécial, géré par la Banque centrale, assure des réserves prises sur les banques, celles-ci ayant, du coup, renchéri les crédits). L'accord technique de gestion de l'euro (monnaie « nationale ») prive la Banque centrale de toute autonomie de politique monétaire tandis que le budget est administré sous des contraintes étroites. La dette publique est particulièrement basse – en dessous de 7 % du PIB – avec un déficit budgétaire de 1,2 % en 2012. L'ensemble ne répond pas aux besoins de substitution des productions locales aux importations et de remise à flot des services publics, des objectifs qui ne sont pas dans l'orthodoxie de l'agenda néolibéral.

Les élections municipales de décembre 2013 ont constitué un tournant politique. Elles ont signifié la fin de l'hégémonie absolue du Parti démocratique du Kosovo (PDK) du Premier ministre Hashim Thaci. La LDK (Ligue démocratique du Kosovo) fondée en 1989 par Ibrahim Rugova renforce partout ses positions. Le mouvement « Autodétermination » (Vetëvendosje), troisième force parlementaire, qui critique la tutelle de l'UE sur le Kosovo, a gagné la capitale Pristina. Son candidat, Shpend Ahmeti, avait mené une campagne très populaire centrée sur la démocratie sociale. Mais le plus important est que la liste Srpsla, soutenue par Belgrade, a remporté la majorité dans neuf communes sur dix, cinq au sud et quatre au nord de l'Ibar, y compris Mitrovica-Nord malgré des incidents. La forte participation des Serbes devrait permettre à la future « Communauté des communes serbes du Kosovo » de voir le jour.

## Macédoine

Comme dans le reste de la région, 2012 a été une année pire que la précédente pour la Macédoine, qui a rechuté dans la récession (-0,2 %). Les pronostics pour 2013 concernant la croissance sont plus optimistes que l'anticipation initiale de 1,2 %. Mais ils sont fondés sur la double hypothèse d'une résurgence de la demande intérieure, qui reste sujette à caution compte tenu de la faiblesse des crédits et du niveau élevé du chômage, et d'une reprise de la croissance en Grèce, qui reste à confirmer.

Dans ce contexte, les autorités ont eu recours au déficit budgétaire, qui est passé de 2,5 % du PIB en 2011 à près de 4 % en 2012, en favorisant l'investissement. Notons toutefois que la dette publique est stable et ne dépasse pas 36 % du PIB, et que le déficit de la balance courante, en se stabilisant aux environs de 4% du PIB, est sensiblement moindre que chez les voisins balkaniques grâce à d'importants transferts de fonds par la population expatriée. En 2013, des modifications dans la répartition des dépenses publiques devraient avoir permis de respecter globalement les plafonnements recommandés par le FMI.

Le commerce extérieur est privilégié comme source de croissance (en jouant sur la baisse des salaires, dans le cadre d'un taux de change rigide). Les exportations ont néanmoins régressé dans un environnement défavorable en 2012. L'Allemagne est le principal client du pays (elle absorbe près de 30 % des exportations), avant le Kosovo et la Serbie, avec une montée des achats de la Chine, passée de 30<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup> client entre 2008 et 2012. Les importations proviennent principalement de Grèce (plus de 12 % du total) et d'Allemagne (moins de 10 %). La Macédoine est devenue de plus en plus dépendante des importations agroalimentaires. Sont en cause les privatisations qui entraînent la parcellisation extrême des terres, sans le soutien des capacités de production et de transformation des produits agroalimentaires. De plus en plus de terres arables sont en friche ou utilisées à d'autres fins, privées ou publiques (citons par exemple le projet de construction d'un aéroport de fret).

Les transferts de revenus des expatriés en 2012 sont évalués à 18 % du PIB, soit les trois-quarts du déficit commercial. Le système bancaire macédonien est fragilisé par ses imbrications avec les banques de Grèce et de Serbie, même si le FMI l'estime assez capitalisé et liquide pour faire face à l'augmentation constatée des prêts non-performants, notamment en devises étrangères.



La proximité de la Grèce et son veto persistant à l'adhésion du pays à l'Union européenne ou à l'OTAN continue de peser. L'agressif programme Skopje-2014 (chiffré officiellement 80 millions d'euros, 200 selon l'opposition) soulève bien des conflits « identitaires » tout en alourdissant la dette de l'Etat envers le secteur privé. Perçu par ses critiques comme « kitsch nationaliste », ce faramineux projet, qui est censé redorer le blason du pays en multipliant les statues (dont une de plus de 22 mètres de haut symbolisant Alexandre le Grand à cheval et soixante figurant des personnalités politiques), les ponts, les arcs de triomphe et un opéra censés attirer les touristes, est irritant, tant pour la population albanaise que pour les voisins grecs. A l'appel de l'association des architectes de Macédoine, les habitants de Skopje ont formé le 14 juin 2013 une grande chaîne humaine autour du centre commercial Gradski trgovski centar (GTC), haut lieu de rencontres depuis sa construction en 1971, pour le sauver des « touches baroques » dont Skopje-2014 le menace. Les dépenses budgétaires ont fait l'objet, lors de leur adoption en décembre 2012, de protestations et d'affrontements. La coalition de centre droit au pouvoir depuis sept ans s'appuie à la fois sur des réflexes patriotiques et un contrôle musclé des médias. L'avenir proche dira si la population apprécie les retombées positives annoncées de ces dépenses ou si l'emporte la dénonciation de grands « projets inutiles », voire choquants.

## Monténégro

Le Monténégro, retombé en récession en 2012 (-0,5 %) après une reprise fondée sur le commerce extérieur, devrait connaître une croissance de 2 % en 2013. La chute majeure et continue des investissements productifs depuis 2009 (de 15 % en moyenne par an pendant trois ans) a entraîné une forte diminution de la production industrielle brute. L'impact négatif du marché mondial a également affecté les exportations de la plus grande entreprise exportatrice du pays, le combinat d'aluminium de Podgorica (KAP). La désindustrialisation du Monténégro s'accompagne d'une dépendance croissante vis-à-vis du tourisme. Si les IDE se sont en partie maintenus vers la côte, en dépit (ou profitant) de la bulle immobilière des années précédentes, de nombreux projets immobiliers périclitent, mettant certaines banques au bord de la faillite. De récentes lois ont introduit de nouvelles régulations pour stabiliser le système bancaire. Mais celui-ci demeure exposé à de nombreuses créances non-recouvrables.

Le parti du Premier ministre Milo Djukanovic, le DPS (Parti démocratique des socialistes), au pouvoir depuis 1989, est ébranlé par la crise. Il est confronté depuis 2011 à l'explosion d'un « printemps social » contre « l'Etat mafieux ». Des milliers de retraités, d'étudiants, de travailleurs ont dénoncé, pendant des mois, et sous l'impact d'autres mouvements d'« indignés » dans le monde, les privatisations mafieuses, l'augmentation des droits d'inscription à l'université et le crime organisé. Il n'est dès lors guère sûr que la stabilité gouvernementale soit assurée, en dépit de la réélection de l'actuel président Filip Vujanovic le 7 avril 2013 avec une courte majorité contestée par l'opposition. Lors du référendum d'indépendance, en 2006, le dirigeant du DPS avait promis un taux de chômage nul en quatre ans. Il est actuellement de près de 20 %. Les questions d'identité nationale et de relations avec la Serbie sont désormais secondaires par rapport à la baisse du niveau de vie et à la précarité qui rendent insupportables les suspicions de fraudes, les scandales liés à la corruption ou aux finances douteuses, ou la politique économique de compression des dépenses publiques. Retraites gelées, nouveaux impôts sur les salaires, hausse de la TVA et remontée de l'inflation avec hausse du chômage suscitent une grogne croissante.

Mais les 1 200 emplois du combinat d'aluminium KAP qui seraient supprimés si la fermeture de l'usine se confirmait risquent de constituer une véritable poudrière. Un poker menteur se joue avec les oligarques russes. Ils ont acheté KAP en 2005, mais le gouvernement monténégrin conteste les sommes prétendument investies, tout en étant forcé de couvrir les dettes de l'usine, soit 400 millions d'euros, comme prévu dans le contrat de vente. En outre, les factures de consommation d'électricité ayant été impayées, l'usine a été déconnectée du réseau national et – avec le soutien du gouvernement, selon l'opposition – s'est frauduleusement branchée pendant des mois sur les réseaux d'électricité européens : le montant de ce

vol serait de près de huit millions d'euros. « C'est la première fois que nous sommes confrontés à une telle situation en cinquante ans » déclarent les experts bruxellois. Si l'implication gouvernementale dans cette opération se confirme, elle se cumulera aux pertes d'emplois et aux coupes budgétaires drastiques pour rembourser les dettes, et l'on peut s'attendre à ce que le Monténégro entre dans des zones de hautes turbulences. La négociation de son adhésion à l'Union en sera-t-elle affectée ? Ou aidera-t-elle les pouvoirs en place à affronter les contestations populaires ?

## Serbie

La croissance prévue pour 2013 devrait s'être limitée à un peu moins de 1,5 %, après une nouvelle récession de 1,7 % en 2012. Le nouveau gouvernement de coalition est toujours confronté aux promesses d'austérité budgétaire qu'il avait faites au FMI lors de son élection en 2012, selon lesquelles le déficit budgétaire devait être abaissé à 3,6 % du PIB. Or s'il est actuellement évalué à 6 % du PIB en 2013, pourrait avoir dépassé 7 %. Le gouvernement est donc toujours mis en demeure de prendre des mesures de rééquilibrage. Mais le gel des retraites et des salaires prôné par le FMI divise la coalition, de même que la poursuite des privatisations ou l'introduction d'une plus grande flexibilité dans le code du travail. La crainte des protestations sociales se fait sentir, compte tenu de l'ampleur du chômage (près de 25 %), et après une forte chute des investissements et de la consommation depuis 2009, dans un pays où le salaire minimum (de 188 euros) est plus bas qu'en Chine (200 euros).

Globalement, la stratégie de croissance du gouvernement est tournée vers les gains de compétitivité engendrés par la baisse des salaires. Mais dans l'état actuel de l'économie, l'apport des exportations nettes à la croissance reste insuffisant, compte tenu de l'ampleur du marasme intérieur, en dépit du lancement de la production de l'usine Fiat de Kragujevac. D'autant que la politique monétaire de la Banque centrale, cherchant par la hausse des taux d'intérêt à baisser l'inflation, a produit une appréciation du taux de change défavorable aux exportations. Un an après l'élection de Tomislav Nikolic, l'été 2013 a été marqué par des tractations sans fin et opaques au sujet d'un nouveau remaniement ministériel, écartant pour l'instant l'éventualité d'élections anticipées. Selon *Le Courrier des Balkans* du 13 juillet 2012, les partis de la nouvelle majorité se sont en fait partagé, lors de leur élection, le contrôle des grandes administrations et des entreprises publiques : au Parti progressiste serbe (SNS) seraient revenus Telekom Srbija et la Banque nationale de Serbie, tandis que le Parti socialiste de Serbie (SPS) se serait vu attribuer Electricité de Serbie, les assurances Dunav et la Poste. La Komercijalna Banka et les stations de ski de Serbie seraient revenues à Régions unies de Serbie (URS). Le dirigeant d'URS, Mladan Dinkic, grand argentier du gouvernement, est soutenu par l'Etat des Emirats arabes unis avec qui il a négocié d'importants contrats. C'est ainsi que la compagnie Ethiad des Emirats a acheté 49 % des parts de JAT Airways, devenu Air Serbia, et d'autres investissements sont escomptés.

En juin, la coalition s'est entendue pour ne pas introduire le gel des salaires, mais pour engager les privatisations de nombreuses entreprises publiques. Et elle a notifié en août la nomination au ministère des Finances d'un jeune économiste de 29 ans, Lazar Krstic, employé du cabinet McKinsey. Il a annoncé un programme d'austérité ultralibérale : liquidation ou vente de 179 entreprises publiques en un an, réforme des pensions et du système de santé, flexibilité du travail, dans le cadre d'une coopération étroite avec le FMI et la Banque mondiale. L'ouverture des négociations de candidature avec l'Union européenne d'ici janvier 2014, et l'arrivée en Serbie de Dominique Strauss-Kahn comme conseiller du gouvernement (confirmée en septembre) ont fort peu de chances d'atténuer le risque d'explosion sociale suscitée par ce programme. « Tahrir, Taksim, Konj » proclamaient en juillet 2013 des banderoles sur la place de la République dominée par un cheval [konj]. Alors que de nombreuses entreprises étaient en grève, 3 000 jeunes chercheurs scientifiques exigeaient davantage de « justice sociale » devant une bannière reproduisant le nom des grandes entreprises publiques. Vers un « Printemps des Balkans » ?

## Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

### Albanie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	3,3	3,8	3,1	1,5	2,3
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	31	30	30	31	32
Consommation des ménages	3	2,5	3	1	1,5
Formation brute de capital fixe	5	-7	4,8	-12	0
Prix à la consommation	2,3	3,6	3,4	2	2
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-7	-3,1	-3,6	3,4	-5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	59,7	58,2	58	58,6	59,9
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,8	14,2	14,3	14	14
Exportations de marchandises	-18,2	56,1	20	8,5	11,4
Importations de marchandises	-8,8	6,5	12,1	-3,4	-2,1
Balance commerciale (millions d'euros)	-2304	-2083	-2242	-1999	-1750
Balance courante (% du PIB)	-15,3	-11,5	-13	-10,6	-9
Dette extérieure brute (% du PIB)	41,3	46,2	52,5	54,9	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

### Bosnie-Herzégovine

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-2,8	0,7	1	-0,7	1
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	26	26	26	26	27
Consommation des ménages	-4,6	0,1	-0,3	-2	0,4
Formation brute de capital fixe	-19,4	-11,8	7	0	3
Prix à la consommation	-0,4	2,1	3,7	2,1	1,5
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-4,4	-2,5	-1,3	-3	-2,5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	36,2	39,6	40,7	43,1	43
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	24,1	27,2	27,6	28	28
Exportations de marchandises	-17,1	28,8	15,6	-1,9	5
Importations de marchandises	-24,1	10,5	14	0	1
Balance commerciale (millions d'euros)	-3410	-3232	-3629	-4318	-4300
Balance courante (% du PIB)	-6,3	-5,7	-8,7	-9,4	-9
Dette extérieure brute (% du PIB)	21,6	25,4	26	27,5	29,5

Sources : WIIW ; (p) : prévision

### Kosovo

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	3,5	3,2	4,5	2,1	3
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	21	22	22	23	24
Consommation des ménages	8,9	-0,2	5,9	-0,6	2
Formation brute de capital fixe	20,4	8,6	15,5	6,6	3
Prix à la consommation	-2,4	3,5	7,3	2,5	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	4,1	-1,3	-0,2	-1,2	-1
Dette publique, définition eurostat (% du PIB)	6,2	6,1	5,3	6,2	6,9
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	45,4	45,1	44,8	30,9	31
Exportations de marchandises	-18,2	72,1	6,5	-11,7	8
Importations de marchandises	-2	12,5	15,9	-1	3,8
Balance commerciale (millions d'euros)	-1652	-1752	-2059	-2070	-2140
Balance courante (% du PIB)	-9,3	-12	-13,8	-7,6	-10,6
Dette extérieure brute (% du PIB)	28,6	31,4	29,9	30,4	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

## Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

### Macédoine

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-0,9	2,9	2,8	-0,2	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	36	36	35	35	35
Consommation des ménages	-4,7	2,1	2,9	-1,2	0
Formation brute de capital fixe	-4,3	-2,7	3,2	7	2
Prix à la consommation	-0,8	1,6	3,9	3,3	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-2,7	-2,4	-2,5	-3,9	-2,5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	31,7	34,8	35	36	36
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	32,2	32	31,4	31,6	29
Exportations de marchandises	-28,2	30,9	25,6	-2,7	3
Importations de marchandises	-21,6	13,9	22,2	0,3	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-1560	-1448	-1682	-1784	-1690
Balance courante (% du PIB)	-6,8	-2	-3	-3,9	-4
Dette extérieure brute (% du PIB)	56,4	58,2	64,9	69	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

### Monténégro

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-5,7	2,5	3,2	-0,5	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)*	41	42	42	41	41
Consommation des ménages	-12,9	2	4,2	1	1
Formation brute de capital fixe	-30,1	-18,5	-10,3	2,1	3
Prix à la consommation	3,4	0,5	3,1	4,1	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-3,6	-3	-1,3	-0,4	-1
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	38,2	40,9	45,9	51,9	52
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	19,3	19,6	19,7	19,7	20
Exportations de marchandises	-34,2	20,4	33,6	-17,8	6
Importations de marchandises	-34,6	0,4	9,8	-0,1	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-1322	-1267	-1306	-1390	-1360
Balance courante (% du PIB)	-27,9	-22,9	-17,7	-17,9	-15
Dette extérieure brute (% du PIB)	23,5	29,4	32,9	39,5	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

### Serbie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-3,5	1	1,6	-1,7	1,4
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	36	35	35	35	36
Consommation des ménages	-2,4	-0,6	-0,8	-2	0
Formation brute de capital fixe	-22,1	-5,5	8,4	-3,4	3
Prix à la consommation	8,6	6,8	11	7,8	6
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-4,5	-4,7	-5	-6,4	-6
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	34,7	44,5	49	58,9	65
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	16,1	19,2	23	24	25
Exportations de marchandises	-19,4	23,8	14	4,5	10
Importations de marchandises	-30,3	9,7	13	3,7	5
Balance commerciale (millions d'euros)	-5119	-4774	-5318	-5445	-5300
Balance courante (% du PIB)	-7,2	-7,4	-9,1	-10,5	-7
Dette extérieure brute (% du PIB)	77,7	84,9	76,7	85,8	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision